

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 janvier 2024
(Convocation du 10 janvier 2024)

Aujourd'hui, le 17 janvier 2024 à 10h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	27
• Voix	138
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	28
• Voix	139
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Bernard Poublan, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Antoine Lequertier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Affaires budgétaires - Débat d'orientations budgétaires portant sur le budget de l'Institution Adour - Exercice budgétaire 2024

Exposé des motifs :

L'article 50 de la loi n°82-23 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dispose que « dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Conseil Départemental sur les orientations budgétaires ». Ces dispositions s'appliquent également aux syndicats mixtes.

Les articles L.2312-1 et D.2312-3 du code général des collectivités territoriales, en plus de rappeler le délai des deux mois, exposent plus en détail le contenu du rapport.

Ces dispositions sont aussi reprises dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, plus particulièrement dans son article 2.1 sur les orientations budgétaires :

« L'Institution Adour organise en comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires générales de l'exercice et les engagements pluriannuels ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs... Le syndicat structure notamment son rapport d'orientations budgétaires autour d'un rappel du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjuncture économique, obligations réglementaires, appel à projet...). Il reprend aussi le projet de programme d'actions à venir. Ce débat de portée générale permet aux élus d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et permet au président de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir ainsi que les engagements pluriannuels envisagés »

Le document de présentation des orientations budgétaires ci-annexé a pour objet d'apporter quelques éléments de contexte qui permettront au comité syndical d'engager une réflexion sur le budget primitif 2024.

Vu l'article 50 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2312-1 et D.2312-3,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment l'article 107-II-4° et 5° ,

Vu le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour et plus particulièrement son article 2.1,

Vu le rapport d'orientations budgétaires retraçant les informations nécessaires au débat d'orientations budgétaires transmis à chaque membre du comité syndical,

Considérant l'obligation d'organiser un débat d'orientations budgétaires dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget,

Considérant que ce rapport doit donner lieu à un débat et faire l'objet d'un vote,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires, sur la base du rapport d'orientations budgétaires de l'Institution Adour pour l'exercice 2024 tel que présenté,
- d'autoriser le président à prendre toutes décisions nécessaires à l'application de cette délibération.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 janvier 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 19/01/2024

Reçu en préfecture le 19/01/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240117-240117H1977H1-DE



Siège : 38 rue Victor Hugo, 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Président : Paul CARRERE

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

**OBJET : Affaires budgétaires / Débat d'orientations budgétaires**

L'article 50 de la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dispose que « dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un débat a lieu au Conseil Départemental sur les orientations budgétaires ». Ces dispositions s'appliquent également aux syndicats mixtes.

L'article L.2312-1 et D.2312-3 du code général des collectivités, en plus de rappeler le délai des deux mois, expose plus en détail le contenu du rapport. Ces dispositions sont aussi reprises dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, plus particulièrement dans son article 2.1 sur les orientations budgétaires :

« L'Institution Adour organise en comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires générales de l'exercice et les engagements pluriannuels ainsi qu'une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs... Le syndicat structure notamment son rapport d'orientation budgétaire autour d'un rappel du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjoncture économique, obligations règlementaires, appel à projet...). Il reprend aussi le projet de programme d'actions à venir.

Ce débat de portée générale permet aux élus d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et permet au président de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir ainsi que les engagements pluriannuels envisagés »

Voici quelques éléments de contexte qui permettront au comité syndical d'engager une réflexion sur le budget primitif 2024.





CONTEXTE GENERAL

Depuis sa création en 1978, l'Institution Adour était constituée de quatre Départements (Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées) qui contribuaient au financement et participaient à la gouvernance de la structure.

Au cours de l'année 2019, dans le cadre de l'évolution statutaire engagée par l'établissement, devenu syndicat mixte ouvert conformément à la réglementation et aux doctrines en vigueur, plusieurs collectivités ont adhéré à l'EPTB.

Au 1^{er} janvier 2024, l'EPTB est donc composé de 4 Départements, de 8 syndicats de rivières, de 25 EPCI-FP et de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Son autofinancement est assuré par les participations financières de ses membres.

Le débat d'orientations budgétaires 2024 s'inscrit dans un environnement financier contraint et dans le contexte de la poursuite de l'évolution statutaire de l'EPTB.

SITUATION DE LA COLLECTIVITE

L'EPTB Adour n'a pas de fiscalité propre. Ses recettes dépendent des contributions des membres et des financements extérieurs, eux-mêmes dépendants des actions menées.

La section de fonctionnement de son budget est élevée au regard de la section d'investissement en raison des missions exercées par l'EPTB qui sont aujourd'hui essentiellement des actions d'animation et de coordination. Par ailleurs, la gestion des réservoirs de réalimentation et de soutien d'étiage de l'Adour et de ses affluents génère des volumes financiers importants en fonctionnement. Néanmoins ceux-ci sont neutres budgétairement pour la collectivité dans la mesure où ils sont couverts par les redevances perçues auprès des préleveurs dans le cadre des déclarations d'intérêt général. Ces volumes financiers ne sont pas détaillés dans ce rapport.

Une part importante du budget de fonctionnement est apportée chaque année par des financeurs extérieurs avec une prépondérance des financements de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Les investissements sont quant à eux fluctuants selon les programmes d'action votés. Ils peuvent concerner des travaux sur les ouvrages de l'Institution Adour (soit les 29 ouvrages de réalimentation de l'Adour et de ses affluents, les ouvrages de protection contre les inondations, les seuils de stabilisation du lit et passes à poissons afférentes) ou bien des études concourant aux différentes missions de l'EPTB.

TENDANCES BUDGETAIRES ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA COLLECTIVITE

Monsieur le Président propose que la construction du budget 2024 prenne en considération :

- d'une part, la nécessaire poursuite des missions de l'établissement au titre du « hors GEMAPI » et les perspectives d'une possible implication renforcée de sa part en lien avec la mise en œuvre de la compétence GEMAPI,
- d'autre part, le contexte financier tendu des Départements membres.

Ce budget est régi par la nomenclature comptable M57.

Une attention particulière sera portée à l'application des règles inscrites dans le règlement budgétaire et financier de l'Institution Adour, adopté par délibération n°CS138/2021 en date du 8 décembre 2021, notamment en matière de gestion pluriannuelle de crédits en investissement.

Le budget sera voté en mars avec la reprise de l'excédent pour équilibrer les dépenses.





Il s'agira donc de prioriser les dépenses de l'Institution Adour tout en continuant de mener des actions efficaces et de qualité sur le bassin de l'Adour.

I. Budget de fonctionnement

Afin de tenir compte des contraintes budgétaires des collectivités locales membres du syndicat mixte, la préparation du budget primitif 2024 sera établie sur la base d'une hypothèse de maîtrise du budget de fonctionnement.

A. Dépenses de fonctionnement (hors prestations d'exploitation des réservoirs)

1. Charges générales de fonctionnement et les charges de personnels (hors prestations d'exploitation des réservoirs) - Annexe 1-2

L'objectif du budget 2024 est de continuer à maîtriser, dans le cadre d'une gestion prudentielle de l'établissement, les charges de fonctionnement et les dépenses de personnel. Alors que l'exercice 2023 a vu la montée en charge de l'établissement dans les domaines de la gestion intégrée et la gestion quantitative, l'exercice 2024 verra l'arrêt du dispositif MIRAPI et un renforcement de l'animation sur la gestion intégrée.

	2020	2021	2022	2023	2024
CHARGES GENERALES ET DE PERSONNELS					
Montant total	1 735 251 €	1 791 511 €	1 992 611 €	2 131 441 €	2 140 896 €
Dont 011	402 309 €	413 652 €	457 239 €	508 914 €	519 577 €
Dont 012	1 332 942 €	1 377 859 €	1 535 372 €	1 622 527 €	1 621 319 €

Les dépenses de fonctionnement évoluent entre 2024 et 2023 de 9 455 €. Elles restent donc stables (une augmentation de 0,44 % contre +6,96% en 2023).
L'objectif de maîtrise des coûts conduit pour 2024 à la construction d'un budget calé sur la réalité des dépenses prévisibles.

En matière de personnel,

Au 1^{er} janvier 2020, l'Institution Adour comptait 26,6 ETP (soit 27 agents dont 16 sont titulaires, 2 en CDI, 8 non titulaires et 1 apprenti).

Au 1^{er} janvier 2021, les effectifs étaient de 28,4 ETP soit 29 agents dont 16 sont titulaires, 3 en CDI, 9 non titulaires et 1 apprenti.

Au 1^{er} janvier 2022, les effectifs étaient de 27,8 ETP soit 28 agents dont 16 sont titulaires, 2 en CDI, 8 non titulaires, 1 apprenti et 1 chargé de thèse.

Au 1^{er} janvier 2023, les effectifs étaient de 30,8 ETP soit 31 agents dont 15 sont titulaires, 2 en CDI, 9 non titulaires, 4 en contrat de projet et 1 chargé de thèse.

Dans le courant de l'année, ils sont passés à 33,8 ETP soit 34 agents pour terminer l'exercice à 31,55 ETP suite notamment à l'arrêt du dispositif MIRAPI qui employait 2 agents.

Pour l'exercice 2024 les effectifs seront stables avec le recours à 31,80 ETP soit 32 agents dont 15 sont titulaires, 4 en CDI, 10 non titulaires, 3 en contrat de projet.

Nos actions s'appuient en effet principalement sur le recours à des agents non titulaires du fait de la nature et de la durée limitée dans le temps des missions et études qui leurs sont confiées.

2. Charges de fonctionnement liées à des missions spécifiques (hors prestations d'exploitation des réservoirs) - Annexe 1-3

Les dépenses liées à des missions spécifiques sont les dépenses de fonctionnement liées aux missions engagées par l'établissement de façon plus ponctuelle. Cela peut être des frais d'ingénierie, des frais d'études, des frais de communication ou bien d'autres prestations extérieures.

Pour l'exercice 2024, elles s'élèvent à 543 364 € (contre 460 087 € en 2023, 1 698 065 € en 2022 et 413 120 € en 2021).





3. Évolution de la dette

La dette au 1^{er} janvier 2024 s'établit à hauteur de 917 905,83 € (capital restant dû) sur un capital de départ de 1 560 000 €.

Elle se répartit en trois contrats de prêt :

↳ pour le compte du Département du Gers
Caisse d'épargne Pays de l'Adour : capital restant dû 191 666,79 € (échéance juillet 2029)

↳ pour le compte de l'Institution Adour
Caisse régionale crédit agricole mutuel Aquitaine : capital restant dû 26 239,04 € (échéance juin 2024)

↳ pour les Département du Gers, des Pyrénées-Atlantiques et des Hautes-Pyrénées
Un prêt relais à la caisse d'épargne Aquitaine : capital restant dû 700 000 € qui sera remboursé dès la perception du FCTVA au mois de juillet.

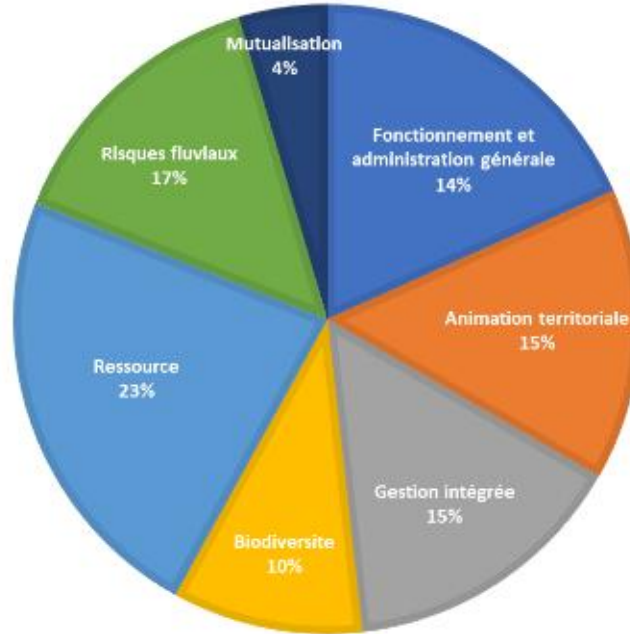
Cela se traduit pour la section de fonctionnement par le remboursement des intérêts pour l'année 2024 qui s'élève à 23 101,77 € (8 527,50 € pour le Département du Gers, 3 122 € pour le Département des Pyrénées-Atlantiques, 10 303 € pour le Département des Hautes-Pyrénées et 1 149,27 € en propre à l'Institution Adour).

En 2024 un nouveau contrat de prêt sera formalisé afin de financer la construction de nos futurs locaux. La première échéance de ce contrat interviendra sur 2025.

REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT 2024 PAR MISSION

	CGF	Missions spé	Total	
Fonctionnement et administration générale	391 698 €	21 960 €	413 658 €	15,41%
Animation territoriale	321 498 €	0 €	321 498 €	11,98%
Gestion intégrée	319 233 €	20 160 €	339 393 €	12,64%
Biodiversité	210 255 €	150 277 €	360 532 €	13,43%
Ressource	491 880 €	324 615 €	816 495 €	30,42%
Risques fluviaux	309 422 €	26 352 €	335 774 €	12,51%
Mutualisation	96 910 €	0 €	96 910 €	3,61%
TOTAL	2 140 896 €	543 364 €	2 684 260 €	





B. Recettes de fonctionnement (hors redevance de soutien d'égoutage)

Les recettes de fonctionnement de l'Institution Adour sont constituées par :

- 1) les cotisations des Départements, EPCI-FP, des syndicats et autres collectivités membres
- 2) les subventions : agence de l'eau Adour-Garonne, Etat, Europe, Régions,
- 3) les participations autres de tiers bénéficiaires d'opérations engagées par l'Institution Adour

1. Cotisations statutaires des membres

Pour 2024 les **contributions statutaires des membres**, intégrées à la section de fonctionnement seront fixées en comité syndical lors du vote du budget de l'exercice.

Les montants proposés seront les suivants :

A noter que les syndicats, EPCI-FP et Région, au travers de cette contribution, financent les charges générales de fonctionnement inhérentes aux actions relevant de la compétence obligatoire. Les Départements membres, quant à eux, financent au travers de cette contribution, les charges générales de fonctionnement inhérentes aux actions relevant de la compétence obligatoire et de la compétence historique.

- a) *Pour les syndicats : cotisation forfaitaire issue de l'addition d'une contribution forfaitaire liée à la superficie dans le bassin versant et d'une contribution forfaitaire liée au linéaire de berge pondéré*

Groupeement de collectivités	Cotisation 2024
Syndicat mixte des bassins versants du Midour et de la Douze (SMBVMD)	500 €
Syndicat du bassin versant des Luys (SBVL)	600 €
Syndicat mixte du bas Adour maritime (SMBAM)	500 €
Syndicat des bassins versants du Gabas, du Louts et du Bahus (SGLB)	500 €
Syndicat Adour Midouze (SAM)	850 €
Syndicat du Midou et de la Douze (SMD)	550 €
Syndicat mixte des gaves d'Oloron, Aspe et Ossau (SMGOAO)	600 €
Syndicat des gaves d'Oloron, Mauléon et Saison (SIGOM)	550 €
Total Syndicats	4 650 €



b) Pour les EPCI-FP : cotisation forfaitaire issue de l'addition d'une contribution fonction de la tranche de la population DGF rapportée à la superficie dans le bassin versant de l'Adour et d'une contribution fonction de la tranche de potentiel fiscal rapporté à la superficie dans le bassin versant de l'Adour

Collectivité	Cotisation 2024
CC d'Aire-sur-l'Adour (CCAsA)	250 €
CC des Landes d'Armagnac (CCLA)	150 €
CC Armagnac Adour (CCAA)	150 €
CC Astarac Arros en Gascogne (CCAAG)	100 €
CC des Luys en Béarn (CCLB)	250 €
CC du Béarn des Gaves (CCBG)	250 €
CC du Haut Béarn (CCHB)	300 €
CC du Nord Est Béarn (CCNEB)	300 €
CC Pays d'Orthe et Arrigans (CCPOA)	250 €
CC Terres de Chalosse (CCTC)	200 €
CA Mont-de-Marsan Agglomération (CAMMA)	650 €
CC du Pays Grenadois (CCPG)	150 €
CC Maremne Adour Côte Sud (CCMACS)	200 €
CC Chalosse Tursan (CCCT)	250 €
CC Cœur Haute Lande (CCCHL)	150 €
CC du Pays de Trie et du Magnoac (CCPTM)	75 €
CC du Bas Armagnac (CCBA)	150 €
CC Cœur d'Astarac en Gascogne (CCCAG)	75 €
CC du Seignanx (CCS)	200 €
CA du Grand Dax (CAGD)	650 €
CC du Pays Morcenais (CCPM)	150 €
CC du Pays Tarusate (CCPT)	250 €
CC Pays de Villeneuve en Armagnac Landais (CCPVAL)	150 €
CC Coteaux et Vallées des Luys (CCCVL)	150 €
CC de la Vallée d'Ossau (CCVO)	250 €
Total EPCI-FP	5 700 €

c) Pour la Région Nouvelle-Aquitaine : cotisation forfaitaire de 14 000 €

d) Pour les Départements

- La participation des membres fondateurs aux charges générales de fonctionnement est, pour les charges mutualisées, calculée pour moitié au prorata des investissements réalisés depuis l'origine et pour moitié au prorata de la population du bassin hydrographique. Pour les autres missions, la participation des membres fondateurs est arrêtée par le comité syndical en fonction de l'intérêt interdépartemental ou départemental de chaque nouveau projet.

La clé de répartition 2024 entre les Départements pour les charges mutualisées s'établit à :

- 15,49% pour les Hautes-Pyrénées (contre 15,58 % en 2023)
- 9,47% pour le Gers (contre 9,53% en 2023)
- 33,07% pour les Landes (contre 33,14% en 2023)
- 41,97% pour les Pyrénées-Atlantiques (contre 41,75% en 2023)

COLLECTIVITE	Cotisations 2024	pm cotisations 2023	pm cotisations 2022	pm cotisations 2021
Département du Gers	102 530 €	100 625 €	91 412 €	95 159 €
Département des Landes	289 817 €	304 975 €	280 992 €	264 333 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	291 269 €	277 985 €	246 491 €	267 168 €
Département des Hautes-Pyrénées	135 878 €	134 021 €	125 609 €	128 799 €
TOTAL Départements	819 494 €	817 606 €	744 504 €	755 459 €

Pour 2024, le résiduel à la charge des Départements augmente de 1 888 € soit une hausse de 0,23 % par rapport à 2023.





- La participation des membres fondateurs aux charges générales liées à des missions spécifiques est calculée de la même façon que pour les charges générales de fonctionnement et elle est appelée sous forme de contribution syndicale de fonctionnement complémentaire à hauteur des dépenses réellement engagées.

Contribution complémentaire des Départements

COLLECTIVITE	Cotisations 2024	pm cotisations 2023	pm cotisations 2022	pm cotisations 2021
Département du Gers	129 539 €	65 890 €	56 263 €	51 303 €
Département des Landes	53 202 €	51 520 €	98 960 €	44 448 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	90 125 €	91 628 €	100 392 €	98 997 €
Département des Hautes-Pyrénées	90 104 €	76 676 €	91 938 €	78 298 €
TOTAL Départements	362 970 €	285 714 €	347 553 €	273 046 €

2. Participations de l'agence de l'eau Adour-Garonne, de l'Etat, de l'Europe et des Régions

Alors que les charges générales de fonctionnement et de personnels évoluent entre 2023 et 2024 de 9 455 € soit + 0,44%, les subventions de l'agence de l'eau Adour Garonne, de l'État, de l'Europe et des Régions subventionnent ces charges à hauteur de 50,72 %.

Concernant les charges de fonctionnement liées à des missions spécifiques, les participations de ces mêmes financeurs les couvrent à 33,2 %.

3. Participations autres de tiers bénéficiaires d'opération engagées par l'Institution Adour

Les propositions de construction du budget 2024 intègrent d'une part une implication du service risques fluviaux dans la gestion de systèmes d'endiguement (via le mécanisme de la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI et des conventions afférentes), laquelle ne peut se concrétiser que sur la base de financements dédiés des EPCI-FP concernés.

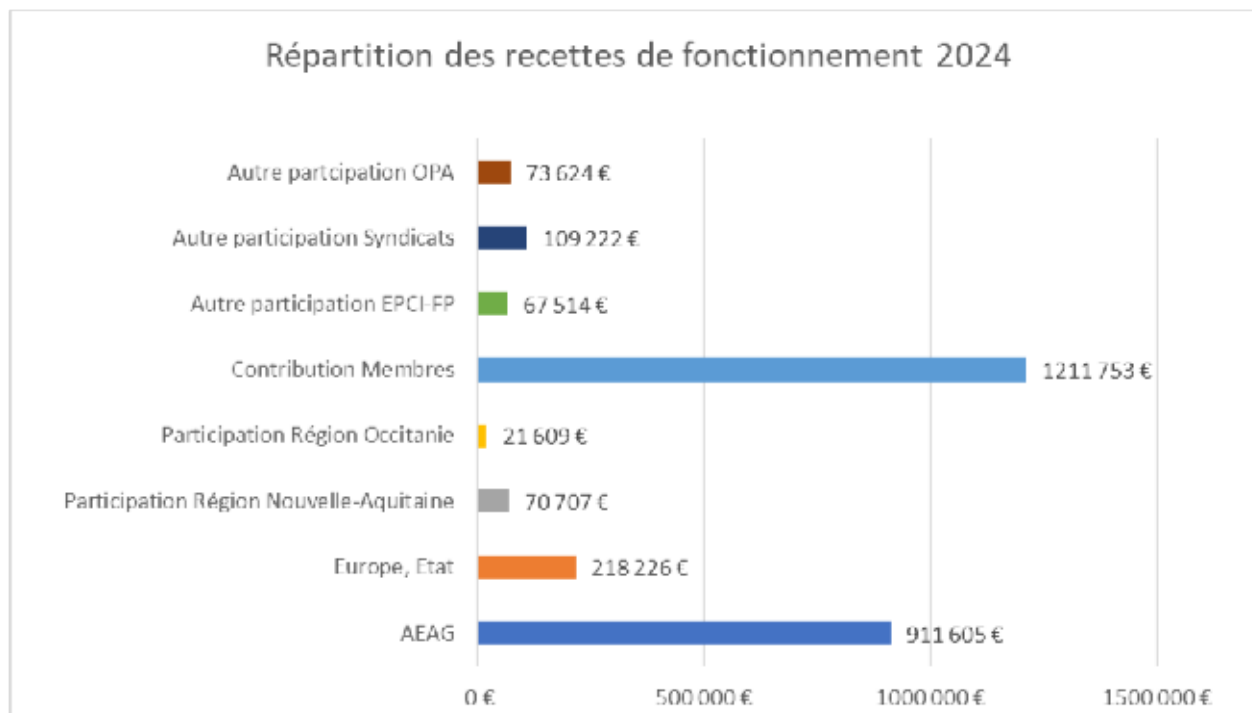
D'autre part, une implication des EPCI-FP sur les SAGE est aussi plus largement envisagée. Déjà en œuvre sur le SAGE Adour aval, il est prévu de mettre en place sur une base similaire, des conventions de partenariat politique, technique et financier pour le portage des SAGE Midouze et Adour amont. Sur le SAGE Nappes profondes, ce sont 10 collectivités productrices d'eau potable depuis les nappes concernées qui participent à cette action.

SAGE Midouze	14 EPCI-FP concernés
SAGE Adour amont	27 EPCI-FP concernés
SAGE Adour aval	5 EPCI-FP concernés
SAGE Nappes profondes	10 collectivités productrices d'eau potable depuis les nappes concernées

Par ailleurs, la construction du budget 2024 intègre des actions de mutualisation (via le mécanisme de mise à disposition de moyens) lesquelles génèrent des participations d'organismes bénéficiaires de ces mises à dispositions de moyens.

Enfin, les charges induites par le suivi des contrats de concession de service public de type affermage sont elles aussi identifiées et sont financées par les préleveurs.





Contribution par type de membre	2024	Pm 2023	pm 2022	pm 2021
Contribution Départements	1 182 464 €	1 091 320 €	1 092 057 €	1 028 505 €
Contribution Région Nouvelle-Aquitaine	18 939 €	19 051 €	14 000 €	14 000 €
Contribution EPCI-FP	5 700 €	5 700 €	5 200 €	5 200 €
Contribution Syndicats	4 650 €	4 650 €	4 650 €	4 850 €
Total contributions membres	1 211 753 €	1 120 721 €	1 115 907 €	1 052 555 €

Sont portés en annexe 1 :

- les éléments sur le calcul de la clé de répartition des contributions statutaires départementales affectée aux dépenses mutualisées. (1-1)
- la répartition des contributions statutaires sur les charges de fonctionnement et de personnel par application des règles statutaires du syndicat mixte. (1-2)
- la répartition des contributions statutaires sur les charges liées aux missions spécifiques par application des règles statutaires du syndicat mixte (1-3)
pour rappel la répartition des contributions statutaires sur les charges liées aux missions spécifiques, appelée sous forme de contribution syndicale de fonctionnement complémentaire à hauteur des dépenses réellement engagées, restant à solder (1-4).

II. Budget d'investissement

Les montants des budgets d'investissement de l'Institution Adour sont très disparates d'une année sur l'autre.

Cela s'explique par les différences de volume de travaux de réparation engagés sur les systèmes d'endiguement suite à des événements de crues importants par exemple ou en raison de grosses réparations en lien avec la sécurité des ouvrages de soutien d'étiage.

Ces différences s'expliquent aussi par le rythme d'avancement des opérations dont les retards peuvent engendrer des restes à réaliser importants repris en entrée du budget suivant.



A. Incidence du programme d'actions 2024 sur le budget d'investissement

Depuis le budget primitif 2022 certaines opérations sont gérées de façon pluriannuelle en autorisation de programme / crédits de paiement (AP/CP) et d'autres opérations sont gérées classiquement hors AP/CP.

Sur les opérations hors AP/CP, les orientations budgétaires 2024 font ressortir un montant de programme d'investissement de 3 104 304 € TTC (contre 374 334 € TTC pour le programme 2023).

Capital	33 334 €
Réseau de mesures de l'Adour amont: équipement en piézomètre	92 400 €
Réservoir du Brousseau - Réhausse bassin de dissipation et coursier. Étude de stabilité	150 000 €
Etudes de faisabilité de la réhausse de réservoirs structurants sur le bassin de l'Adour	258 000 €
Etudes de valorisation de réservoirs ASA Midour	192 000 €
Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : phase d'élaboration. Études phase 2 Bilan besoins-ressources (BBR)	102 000 €
Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze (phase d'élaboration) Etude socio-économique	100 000 €
Réservoir de Saint Jean - amélioration de l'auscultation	96 000 €
Stockages fonciers dans le cadre de la mise en œuvre de projets de ressources en eau : REUSE station de Conte	433 500 €
Stockages fonciers dans le cadre de la mise en œuvre de projets de ressources en eau : projet du réservoir de l'Ousse	762 000 €
PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 1.2	44 000 €
Montée en gamme de la maison de l'eau (Niveau 1 et niveau 2)	645 120 €
Travaux d'équipement sur le réservoir du Lac Bleu permettant la réalimentation de l'Adour amont	10 200 €
Travaux gravière de Vic	9 900 €
Étude de prélocalisation des zones humides du bassin versant de l'Adour et du département des Landes	240 000 €
SOUS-TOTAL programme 2024 hors AP/CP	3 168 454€

Concernant les opérations gérées en AP/CP, elles engendreront une inscription en crédits de paiement à hauteur de 6 600 634,90 € TTC (contre 9 248 000 € TTC pour le programme 2023).

Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 3 (travaux)	544 972,20 €
Etudes stockages projet de territoire Midour 1ère phase	528 776,00 €
PTGE Midour phase de mise en œuvre : REUSE station de Conte à Mont de Marsan 1ère phase étude et maîtrise d'œuvre	607 625,00 €
Travaux sur le réservoir du Louet: confortement du parement amont et étanchéité de la galerie	1 465 814,70 €
Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 4	3 382 947,00 €
Programme de révision des études de danger des barrages de l'Institution Adour- Programme 2024 barrages du Gabas, de l'Arrêt-Darré et de Saint-Jean	70 500,00 €
Locaux siège: projet Agrocampus 2	1 479 000,00 €
SOUS-TOTAL programme 2024 AP/CP	8 079 634,90 €

Le programme d'actions 2024 avoisine donc 11 250 000 € TTC.

Pour mémoire le programme 2023 s'élevait à 9 622 334 €, le programme 2022 s'élevait à 3 880 514 €, le programme 2021 s'élevait à 2 747 095 €, le programme 2020 s'élevait à 5 872 020 € et le programme 2019 à 4 978 482 €.





La liste des actions du programme 2024 est portée à l'[annexe 2-2](#).

L'annexe 2-2 indique aussi le détail des plans de financements. A ce stade du débat d'orientations budgétaires, les taux de participations des différents financeurs peuvent être amenés à évoluer pour certaines opérations en fonction des décisions de cofinancement des collectivités, de l'agence de l'eau Adour-Garonne et de l'État.

L'incidence des programmes 2024 pour les membres historiques est la suivante :

	Programmes 2023 hors AP/CP	Programmes gérés en AP/CP	Total estimatif des besoins CP 2024
Département du Gers	360 864 €	121 963 €	482 827 €
Département des Landes	657 957 €	139 966 €	797 923 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	32 521 €	921 146 €	953 667 €
Département des Hautes-Pyrénées	648 499 €	589 516 €	1 238 015 €

B. Incidence des restes à réaliser des programmes antérieurs sur le budget d'investissement

Concernant les opérations engagées sur les exercices antérieurs, les restes à charge par Département s'établissent de la façon suivante :

- 46 574 € pour le Département du Gers
- 300 777 € pour le Département des Landes
- 61 434 € pour le Département des Pyrénées-Atlantiques
- 23 598 € pour le Département des Hautes-Pyrénées

La liste des opérations à reporter est indiquée en [annexe 2-1](#).

SYNTHESE

En section de fonctionnement, les orientations se traduisent par des dépenses de fonctionnement et de personnel qui restent stables (+0,44% contre 6.96 % en 2023) avec un montant de 2 140 896 €. Sur ces charges, le résiduel à la charge des Départements suit la même tendance. Il augmente de 0.23% et passe de 817 606 € en 2023 à 819 494 € en 2024.

Les dépenses liées aux opérations spécifiques s'élèvent à 543 364 € (contre 460 087 € en 2023).

La construction du budget 2024 se fera comme l'an passé dans une réelle maîtrise des coûts de fonctionnement et une recherche constante d'optimisation des financements.

En section d'investissement, l'opération la plus conséquente sera la phase 4 de l'opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom pour un montant de 3 382 947 €.

Du fait des règles statutaires et des conventions de partenariat établies, chaque bénéficiaire d'opération menée par l'Institution Adour assume la charge financière résiduelle des opérations lui incombant.

Telles sont ainsi résumées les principales informations concernant le débat d'orientations budgétaires 2024, conformément à la réglementation du code général des collectivités territoriales.

Le comité syndical est invité à délibérer sur ces orientations.



PARTICIPATION DEPARTEMENTALE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2024

VERSION DOB

FONCTIONNEMENT 2024

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total	pm 2023
Participations statutaires des départements au titre des charges de fonctionnement 2024	102 530 €	289 817 €	291 269 €	135 878 €	819 494 €	817 606 €
Participations des départements aux charges de fonctionnement liées aux missions spécifiques 2024	129 539 €	53 202 €	90 125 €	90 104 €	362 970 €	285 714 €

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	
Total participations des Départements sur DOB 2024	232 069 €	343 019 €	381 395 €	225 982 €	1 182 464 €

pm BP 2023	166 515 €	356 495 €	369 613 €	210 697 €	1 103 320 €
------------	-----------	-----------	-----------	-----------	-------------

<i>différence</i>	65 554 € 39,37%	-13 476 € -3,78%	11 782 € 3,19%	15 285 € 7,25%	79 144 € 7,17%
-------------------	--------------------	---------------------	-------------------	-------------------	-------------------

pour mémoire

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
Restant à verser sur missions spécifiques antérieures au programme 2024	57 266 €	105 333 €	46 582 €	13 543 €

INVESTISSEMENT 2024

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total
Estimation des besoins en CP 2024 sur programme 2017	3 840 €	0 €	0 €	0 €	3 840 €
Estimation des besoins en CP 2024 sur programme 2019	459 €	0 €	360 €	2 436 €	3 255 €
Estimation des besoins en CP 2024 sur programme 2020	9 823 €	12 442 €	29 981 €	7 641 €	59 886 €
Estimation des besoins en CP 2024 sur programme 2021	16 911 €	71 179 €	11 468 €	3 667 €	103 225 €
Estimation des besoins en CP 2024 sur programme 2022	4 526 €	148 429 €	0 €	0 €	152 955 €
Estimation des besoins en CP 2024 sur programme 2023	11 016 €	68 727 €	19 625 €	9 854 €	109 222 €

	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65	Total
A inscrire en investissement pour 2024 sur RAR	46 574 €	300 777 €	61 434 €	23 598 €	432 383 €
Estimation des besoins en CP 2024 sur programme 2024 hors AP/CP	360 864 €	657 957 €	32 521 €	648 499 €	1 699 840 €
Estimation des besoins en CP 2024 sur programme 2024 AP/CP	121 963 €	139 966 €	921 146 €	589 516 €	1 772 591 €
TOTAL A INSCRIRE EN INVESTISSEMENT EN 2024	529 401 €	1 098 700 €	1 015 100 €	1 261 613 €	3 904 815 €

1-1 CALCUL DE LA REGLE DE REPARTITION DES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES DEPARTEMENTALES POUR 2024

DEPARTEMENTS	REALISATIONS ANTERIEURES	REALISATIONS 2022	TOTAL CUMULE REALISATIONS	% investissements	% population *	BASE 2024	PM BASE 2023
H.P. TOTAUX	23 641 145,45	81 716,98	23 722 862,42	12,57	18,41	15,49	15,58
GERS TOTAUX	29 538 255,88	159 222,40	29 697 478,29	15,73	3,20	9,47	9,53
LANDES TOTAUX	77 552 667,02	491 572,59	78 044 239,61	41,34	24,81	33,07	33,14
P.A. TOTAUX	55 831 773,30	1 495 355,84	57 327 129,14	30,36	53,58	41,97	41,75
TOTAUX	186 563 841,65	2 227 867,81	188 791 709,46	100,00	100,00	100,00	100,00

*** Population municipale 2020 BA :**

Population municipale des communes, qui intersectent avec le bassin hydrographique de l'Adour,
proratisée selon la superficie dans le bassin (sur géographie communale **N+2**)

= Population municipale 2020 BA du département / total des populations municipales 2020 BA des 4 départements

MISSIONS	COUT	AEAG, Régions, Etat, Europe...	Région NA contribution statutaire	EPCI-FP	Syndicat	Profession agricole	MONTANT RESIDUEL	32		40		64		65	
								%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT
Charges générales	100 000 €		700 €	500 €	200 €		98 600 €	9,47%	9 337 €	33,07%	32 607 €	41,97%	41 382 €	15,49%	15 273 €
Locaux Mont-de-Marsan (annuité)	27 500 €		700 €	250 €	200 €		26 350 €	9,47%	2 495 €	33,07%	8 714 €	41,97%	11 059 €	15,49%	4 082 €
Personnel administratif	264 198 €		700 €	500 €	200 €		262 798 €	9,47%	24 887 €	33,07%	86 907 €	41,97%	110 296 €	15,49%	40 708 €
Animation territoriale	152 737 €	87 290 €	5 150 €	1 900 €	1 750 €		56 647 €	9,47%	5 364 €	33,07%	18 733 €	41,97%	23 775 €	15,49%	8 775 €
Observatoire de l'eau	155 859 €	77 429 €	6 000 €	2 250 €	2 000 €		68 180 €	9,47%	6 457 €	33,07%	22 547 €	41,97%	28 615 €	15,49%	10 561 €
Thèse GEMAPI	7 464 €		750 €	300 €	300 €		6 114 €	9,47%	579 €	33,07%	2 022 €	41,97%	2 566 €	15,49%	947 €
Actions transversales	5 438 €						5 438 €	9,47%	515 €	33,07%	1 798 €	41,97%	2 283 €	15,49%	842 €
SAGE Midouze (animation)	64 153 €	52 413 €		5 870 €			5 870 €	25%	1 467,50 €	25%	1 467,50 €	25%	1 467,50 €	25%	1 467,50 €
SAGE Adour amont (animation)	122 500 €	99 092 €		11 704 €			11 704 €	25%	2 926 €	25%	2 926 €	25%	2 926 €	25%	2 926 €
SAGE Adour aval (animation)	66 108 €	53 978 €		6 065 €			6 065 €	25%	1 516,25 €	25%	1 516,25 €	25%	1 516,25 €	25%	1 516,25 €
SAGE Eaux souterraines	66 472 €	54 270 €			6 101 €		6 101 €	25%	1 525,25 €	25%	1 525,25 €	25%	1 525,25 €	25%	1 525,25 €
Animation du PLAGEPOMI	89 149 €	69 509 €					19 640 €	5%	982 €	45%	8 838 €	45%	8 838 €	5%	982 €
Suivi passes-à-poissons	4 537 €						4 537 €	9,47%	430 €	33,07%	1 500 €	41,97%	1 904 €	15,49%	703 €
Animation de la maison de l'eau	61 028 €	45 403 €					15 625 €	45%	7 031 €	15%	2 344 €	15%	2 344 €	25%	3 906 €
Montée en gamme de la maison de l'eau	6 148 €						6 148 €	45%	2 767 €	15%	922 €	15%	922 €	25%	1 537 €
Suivi travaux continuité écologique gawe de Pau	49 393 €	39 515 €	4 939 €				4 939 €					100%	4 939 €		
Animation de la mise en œuvre de la feuille de route Gestion quantitative de l'EPTB Adour	113 634 €	90 908 €					22 726 €	9,47%	2 152 €	33,07%	7 515 €	41,97%	9 539 €	15,49%	3 520 €
Suivi et animation PGE Adour, DIG	37 756 €	18 368 €					19 388 €	25%	4 847 €	25%	4 847 €	25%	4 847 €	25%	4 847 €
Suivi et animation du PGE Luys Louts	21 077 €	10 439 €					10 638 €	25%	2 659,50 €	25%	2 659,50 €	25%	2 659,50 €	25%	2 659,50 €
Suivi qualité des eaux	12 823 €	6 261 €					6 562 €	25%	1 640,50 €	25%	1 640,50 €	25%	1 640,50 €	25%	1 640,50 €
Etude prospective qualité des eaux PT Midour	12 325 €	8 627 €					3 698 €	40%	1 479 €	60%	2 219 €				
Elaboration nouvelle DIG	8 134 €	4 067 €					4 067 €	50%	2 033,50 €					50%	2 033,50 €
Animation du projet de Territoire Adour Amont	77 816 €	53 958 €					23 858 €	14%	3 340 €			11%	2 624 €	75%	17 894 €
Animation du projet de Territoire Midour	71 570 €	52 181 €					19 389 €	45%	8 725 €	55%	10 664 €				
Animation du projet de Territoire Douze	41 244 €	28 871 €					12 373 €	21%	2 598 €	79%	9 775 €				
Appel à projet Canaux	15 015 €	10 511 €					4 504 €	33%	1 501 €					67%	3 003 €
Appel à projet Bahus-Midour	745 €	522 €					223 €	60%	134 €	40%	89 €				
Missions réservoirs, gestion des eaux, DSP	56 708 €					56 708 €									
Actions transversales ressource en eau	23 033 €						23 033 €	9,47%	2 181 €	33,07%	7 617 €	41,97%	9 667 €	15,49%	3 568 €
suivi technique Adour amont	3 843 €	1 922 €					1 921 €	50%	960,50 €					50%	960,50 €
suivi technique Adour moyen	53 166 €	25 793 €					27 373 €			100%	27 373 €				
suivi technique Adour aval	23 736 €	11 618 €					12 118 €			50%	6 059 €	50%	6 059 €		
PEP au PAPI Adour aval	78 147 €	62 517 €		7 815 €			7 815 €			50%	3 907,50 €	50%	3 907,50 €		
PEP au PAPI gawe d'Oloron	79 347 €	63 478 €		1 724 €	6 211 €		7 934 €			50%	3 967 €	50%	3 967 €		
PAPI Agglomération dacquoise	71 183 €	56 947 €		7 118 €			7 118 €			100%	7 118 €				
Mutualisation Irrigadour	18 150 €				18 150 €										
Mutualisation SMD	17 560 €				17 560 €										
Mutualisation SAM	51 200 €				51 200 €										
Mutualisation SMAA	10 000 €				10 000 €										
Sous-total charges générales de fonctionnement	2 140 896 €	1 085 887 €	18 939 €	45 996 €	113 872 €	56 708 €	819 494 €		102 530 €		289 817 €		291 269 €		135 878 €

1 297 052 €

p.m 2023	2 131 441 €	1 094 423 €	19 051 €	32 777 €	110 802 €	56 782 €	817 606 €		100 625 €		304 975 €		277 985 €		134 021 €
----------	-------------	-------------	----------	----------	-----------	----------	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------

1 313 835 €

différence	9 455 € 0,44%	-8 537 €	-112 €	13 219 € -16 783	3 070 €	-74 €	1 888 € 0,23%		1 905 € 1,89%		-15 158 € -4,97%		13 284 € 4,78%		1 857 € 1,39%
------------	------------------	----------	--------	---------------------	---------	-------	------------------	--	------------------	--	---------------------	--	-------------------	--	------------------

DOB 2024 Institution Adour Annexe 1-3 **Fonctionnement 2024** relevant de prestations extérieures et d'accompagnement spécifique

							32		40		64		65			
N° de fiche	MISSIONS	COUT	AEAG, Régions, Europe...	EPCI, Syndicats	OPA	MONTANT RESIDUEL	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT		
	Dette intérêts (réservoir de la Barne)	6 350 €				6 350 €	100%	6 350 €								
	Dette intérêts (prêt relais FCTVA réservoir du Louet)	15 610 €				15 610 €	14%	2 185 €			20%	3 122 €	66%	10 303 €		
3	SAGE Midouze communication	5 040 €	2 940 €	1 050 €		1 050 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €		
4	SAGE Adour amont (communication)	5 040 €	2 940 €	1 050 €		1 050 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €		
5	SAGE Adour aval (communication)	5 040 €	2 940 €	1 050 €		1 050 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €		
6	SAGE Eaux souterraines (communication)	5 040 €	2 940 €	1 050 €		1 050 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €	25%	262,50 €		
7	Projet de Territoire Midour Communication	5 760 €	3 360 €			2 400 €	45%	1 080 €	55%	1 320 €						
8	Projet de Territoire Midour - Animateur agricole	51 790 €	36 253 €			15 537 €	45%	6 992 €	55%	8 545 €						
	Projet de Territoire Midour - Animateur agricole - Communication	3 000 €	1 750 €			1 250 €	45%	562,50 €	55%	687,50 €						
9	Projet de Territoire Douze - Communication	5 760 €	3 360 €			2 400 €	21%	504 €	79%	1 896 €						
10	Projet de Territoire Adour amont - Garants	10 000 €	7 000 €			3 000 €	14%	420 €			11%	330 €	75%	2 250 €		
	Projet de Territoire Adour amont - Communication	5 760 €	3 360 €			2 400 €	14%	336 €			11%	264 €	75%	1 800 €		
15	Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement	26 352 €		23 018 €		3 334 €			100%	3 334 €						
16	Animation du PLAGEPOMI	10 000 €	3 691 €			6 309 €	5%	315,50 €	45%	2 839 €	45%	2 839 €	5%	315,50 €		
17	Suivi passes-à-poissons	66 500 €				66 500 €		3 000 €		11 500 €		34 500 €		17 500 €		
18	Animation de la maison de l'eau	73 777 €	51 642 €			22 135 €	45%	9 961 €	15%	3 320 €	15%	3 320 €	25%	5 534 €		
22	Volume Gabas	59 700 €				59 700 €						44 000 €		15 700 €		
23	Gestion de la prise d'eau de la Gespe	10 500 €				10 500 €							100%	10 500 €		
24	Frais de stockage foncier	65 545 €				65 545 €		23 083 €		18 010 €				24 452 €		
25	Suivi qualité des eaux	33 800 €	14 084 €		16 916 €	2 800 €	25%	700 €	25%	700 €	25%	700 €	25%	700 €		
26	Suivi écologique et entretien sur le site du réservoir de La Barne	73 000 €				73 000 €	100%	73 000								
Sous-total charges de fonctionnement spécifiques		543 364 €	136 260 €	27 218 €	16 916 €	362 970 €		129 539 €		53 202 €		90 125 €		90 104 €		
			33,2%													
						p.m 2023	285 714 €		65 890 €		51 520 €		91 628 €		76 676 €	
						p.m 2022	347 553 €		56 263 €		98 960 €		100 392 €		91 939 €	
						p.m 2021	273 046 €		51 303 €		44 448 €		98 997 €		78 298 €	

DOB 2024 Institution Adour Annexe 1-4 **Fonctionnement 2024** relevant des **missions spécifiques antérieures restant à solder**

Programme	Pour rappel reste à payer en 2024 sur fonctionnement programmes antérieurs	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
2020	Thèse GEMAPI communication	192,00 €	663,80 €	832,00 €	313,00 €
2021	AAP restauration des zones humides de la Midouze	24 000,00 €			
2022	Etude d'opportunité émergence gave de Pau		2 426,67 €	1 866,66 €	1 866,66 €
	SAGE Adour aval - Phase de mise en œuvre-Etude de caractérisation du réseau hydrographique (définition fossés / cours d'eau) au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist		11 500,00 €		
	Préfiguration d'un outil de GI des nappes - Evaluation de l'état quantitatif des nappes profondes basée sur les simulations du modèle GAIA	3 833,00 €	3 833,00 €	3 833,00 €	3 833,00 €
	Animation de la maison de l'eau 2022	4 582,91 €	3 021,00 €	719,41 €	
	Dispositif MIRAPI réalisation de diagnostic de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation		346,80 €		
	Animation du PLAGEPOMI 2022		3 150,00 €		
	Animation Papi Dax 2022		7 821,68 €		
	Réservoir de Latrille mesure de réduction des risques		3 287,17 €		
	Rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Latrille - Complément		39 000,00 €		
2023	Thèse GEMAPI communication 2023	151,00 €	526,00 €	662,00 €	247,00 €
	Sage Midouze communication 2023	525,00 €	525,00 €	525,00 €	525,00 €
	Sage Adour amont communication 2023	525,00 €	525,00 €	525,00 €	525,00 €
	Sage Adour aval communication 2023	262,50 €	262,50 €	262,50 €	262,50 €
	Sage Nappes profondes communication 2023	262,50 €	262,50 €	262,50 €	262,50 €
	Projet de Territoire Midour Communication 2023	1 080,00 €	1 320,00 €		
	Projet de Territoire Midour - Animateur agricole 2023	1 683,92 €	1 636,60 €		
	Projet de Territoire Midour - Animateur agricole -Communication 2023	562,50 €	687,50 €		
	Projet de Territoire Douze - Communication 2023	504,00 €	1 896,00 €		
	Projet de Territoire Adour amont - Garants 2023	840,00 €		330,00 €	2 250,00 €
	Projet de Territoire Adour amont - Communication 2023	336,00 €		264,00 €	1 800,00 €
	Animation du PLAGEPOMI 2023	350,00 €	3 150,00 €	3 150,00 €	350,00 €
	Suivi passes-à-poissons 2023		11 500,00 €	20 648,00 €	
	Animation de la maison de l'eau 2023	2 939,65 €	2 625,00 €	784,93 €	1 308,02 €
	Plan de gestion du réservoir de la Barne 2023	12 000,00 €			
	Etat des lieux DSP ouvrages 32	2 636,00 €			
	Etude de diagnostic et d'opportunité de reprise de l'ouvrage réalisé en rive droite du plan d'eau de la gravière de Baudreix			11 917,00 €	
	Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement		2 217,00 €		
TOTAL reste à payer sur missions spécifiques restant à solder		57 265,98 €	105 333,22 €	46 582,00 €	13 542,68 €

environnement
43 037,47 €
agriculture
47 827,27 €

Reste à réaliser sur programme 2017		Montant opération		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025
42/2017	Etude groupée continuité écologique Arros	120 000 €		10 000 €	72 000 €		18 000 €	20%	20 000 €		100%	20 000 €	3 840 €													
sous total RAR programme 2017													3 840 €													
Programme 2019		Montant opération		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025
36/2019	Projet de territoire Adour amont -Etudes - Actualisation du bilan besoins-ressources	120 000 €			84 000 €		12 000 €	20%	24 000 €		14%	3 360 €	459 €						11%	2 640 €	360 €		75%	18 000 €	2 436 €	
sous total RAR programme 2019													459 €								360 €				2 436 €	
Programme 2020		Montant opération		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025
36/2020 modifié par fiche 40/2022	Projet de territoire Midour : Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour-Phase 1	156 452 €			91 264 €		15 645 €	31%	49 543 €		40%	19 817 €	soldé		60%	29 726 €	2 193 €									
33/2020 modifiée DM1	Réservoir du Balaig: travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir		30 000 €					100%	30 000 €						30%	9 000 €	9 000 €		70%	21 000 €	21 000 €					
38/2020	Actualisation du bilan besoins-ressources - Complément	15 000 €			8 750 €		3 000 €	21,7%	3 250 €		14%	455 €	455 €						11%	358 €	358 €		75%	2 437 €	2 437 €	
43/2020	Aménagements de la Maison de l'eau pour une mise aux normes et montée en gamme de l'accueil des publics - Niveau 1		41 634 €					100%	41 634 €		45%	18 735 €	9 368 €		15%	6 245 €	1 249 €		15%	6 245 €	3 123 €		25%	10 409 €	5 204 €	
50/2020	Travaux de réparation de seuils à la suite des crues de décembre 2019 (phase 1)		11 000 €	3 300 €		2 200 €		50%	5 500 €										100%	5 500 €	5 500 €					
sous total RAR programme 2020													9 823 €				12 442 €				29 981 €				7 641 €	
Programme 2021		Montant opération		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025
22/2021	Projet de territoire Douze : Concertation	127 860 €			74 585 €		6 137 €		47 138 €		21%	9 899 €	5 244 €		79%	37 239 €	19 727 €									
30 bis /2021	Mise en sécurité du réservoir de Miramont		170 000 €					100%	170 000 €						100%	170 000 €	10 000 €									
31/2021	Rééquipement du dispositif d'auscultation sur le réservoir de Tailluret		35 000 €					100%	35 000 €						100%	35 000 €	35 000 €									
délib collège GDP du 30/11/2022	Opération d'aménagement sur des ouvrages de l'Institution Adour sur le gave de Pau et l'Ouzom Phase 2 (Nay) RCE		864 566 €	149 814 €	518 740 €			23%	196 012 €	45%	88 575 €								55%	107 437 €	11 468 €					
	Phase 2 Seuil		108 685 €	16 919 €				84%	91 766 €										100%	91 766 €						
39/2021	AAP économies et efficience de l'eau en agriculture- amélioration de la gestion des canaux de l'Adour et de l'Echez sur le bassin versant de l'Adour amont		18 333 €		12 833 €			30%	5 500 €		33%	1 833 €	1 833 €										67%	3 667 €	3 667 €	
40/2021	AAP économies et efficience de l'eau en agriculture - mises en place de compteurs sur le Bassin versant du Bahus (40) et du Midour (32, 40)		108 574 €		76 002 €			30%	32 572 €		60%	19 668 €	9 834 €	9 834 €	40%	12 904 €	6 452 €	6 452 €								
sous total RAR programme 2021													16 911 €	9 834 €			71 179 €	6 452 €			11 468 €				3 667 €	
N° de fiche	Programme 2022	Montant prestations		Participation			Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65			
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025
34/2022	Travaux sur le dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Fargues complément		120 000 €				100%	120 000 €							100%	120 000 €	31 279 €									
39/2022	PTGE Midour phase de mise en œuvre: Etude complémentaire volumes/usages/période	20 832 €			12 152 €		41%	8 680 €			45%	3 906 €	1 953 €		55%	4 774 €	2 387 €									
40/2022	Projet de territoire Midour : Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour-Phase 2 A	117 564 €			68 701 €		11 756 €	31%	37 107 €		40%	14 843 €	2 573 €		60%	22 264 €	18 403 €									
40/2022	Projet de territoire Midour : Suivi de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'étage dans le bassin versant du Midour-Phase 2 B	60 000 €			35 000 €		6 000 €	32%	19 000 €		40%	7 600 €		7 600 €	60%	11 400 €	11 400 €									
42ter/2022	Travaux de confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations "Penich-Laburthe" sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois	964 800 €		21 760 €		58 000 €		92%	885 040 €	73%	643 840 €				27%	241 200 €	72 360 €	96 480 €								
43bis/2022	Travaux de rééquipement du réservoir de Renung		150 000 €					100%	150 000 €						100%	150 000 €	24 000 €									
sous total RAR programme 2022												643 840 €		26 349 €	4 526 €	7 600 €		549 638 €	148 429 €	107 880 €						

N° de fiche	Programme 2023	Montant prestations		Participation				Autofinancement		EPCI / Syndicat/ Région NA		Conseil Départemental 32				Conseil Départemental 40				Conseil Départemental 64				Conseil Départemental 65				
		TTC	HT	Europe / Etat / Autres	AEAG	Région Nouvelle Aquitaine	Région Occitanie					Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	Taux	Montant résiduel total	Crédits paiements 2024	Crédits paiements 2025	
29/2023	Etude hydraulique et hydrologique sur le réservoir d'Arthez		10 000 €					100%	10 000 €							100%	10 000 €	3 720 €										
30/2023	Investigations géotechniques et révision de l'étude de stabilité du réservoir d'Ayguelongue		25 000 €					100%	25 000 €							21,5%	5 375 €	5 375 €		78,5%	19 625 €	19 625 €						
31/2023	Elaboration d'une nouvelle DIG pour la gestion globale de l'adour amont	71 000 €			31 583 €			55%	39 417 €			50%	19 709 €	9 854 €	9 854 €									50%	19 709 €	9 854 €	9 854 €	
32/2023	Projet de territoire Douze Diagnostic socio-économique	30 000 €			17 500 €		1 440 €	37%	11 060 €			21%	2 323 €	1 162 €		79%	8 737 €	1 747 €										
34/2023	Travaux de réparation de la digue du Cout à Sorde-l'abbaye		80 000 €	2 000 €				97%	78 000 €	50%	39 000 €					50%	39 000 €	11 700 €	11 700 €									
36/2023	Etude hydraulique Castel-Sarrazin	40 200 €			10 050 €						21 775					25%	8 375 €	8 375 €										
37 bis/2023	Etudes à réaliser en vue du classement du système d'endiguement de Venise sur la commune de Hagetmau par délégation de la Communauté de communes Chalosse-Tursan - programme 2023	37 200 €						100%	37 200 €		29 450					25%	7 750 €	7 750 €										
	Travaux à réaliser en vue du classement du système d'endiguement de Venise sur la commune de Hagetmau par délégation de la Communauté de communes Chalosse-Tursan - programme 2023	400 800 €		167 000 €				58%	233 800 €		133 600					30%	100 200 €	30 060 €	30 060 €									
38/2023	Expertise de l'influence des prélèvements en nappes superficielles sur les écoulements des cours d'eau en période d'étiage	60 000 €			35 000 €			42%	25 000 €			25%	6 250 €		6 250 €	25%	6 250 €		6 250 €	25%	6 250 €		6 250 €	25%	6 250 €		6 250 €	
40/2023	Papi Dax action 1.10 : Étude du devenir de l'ouvrage de protection contre les inondations Maisonnave-RD10	10 000 €		5 000 €				50%	5 000 €	100%	5 000 €																	
sous total RAR programme 2023										223 825 €		28 282 €	11 016 €	16 104 €	185 687 €		68 727 €	48 010 €	25 875 €		19 625 €	6 250 €	25 959 €		9 854 €	16 104 €		
													CD 32		2024	2025	CD 40		2024	2025	CD 64		2024	2025	CD 65		2024	2025
													Total DOB RAR		46 574 €	33 538 €	Total DOB		300 777 €	162 342 €	Total DOB		61 434 €	6 250 €	Total DOB		23 598 €	16 104 €

Agriculture 148 687 €
Environnement 152 090 €

DOB 2024 Institution Adour Annexe 2-2-1 Investissement inscriptions nouvelles hors AP/CP

DOB 2024 Institution Adour Annexe 2-2-2 Investissement géré en AP/CP